

W. 4. 81



Les quatre jeunes gens qui avaient occupé mercredi les bureaux bruxellois de l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel », se sont un moment montrés au balcon de l'immeuble (au centre). Non armés, ils se sont laissé appréhender sans résistance (à droite). Des tireurs d'élite de la brigade Diane avaient pris position sur des toits voisins.

La gendarmerie déloge sans mal les occupants des bureaux bruxellois du journal « Der Spiegel »

Quatre personnes, deux hommes et deux femmes, ont fait irruption mercredi vers 14 heures dans les bureaux bruxellois de l'hebdomadaire ouest-allemand « Der Spiegel », situés au sixième étage de la résidence « Roncevaux », 45, boulevard Charlemagne, à une centaine de mètres du siège de la C.E.E.

Après avoir évacué les trois employés présents à ce moment-là dans les locaux, ils ont exigé que le « Spiegel » publie un communiqué reprenant les revendications des prisonniers appartenant à la « Fraction Armée Rouge » (Rote Armee Fraktion - R.A.F.) actuellement détenus en Allemagne fédérale ainsi que la libération immédiate de l'un de ces prisonniers: Gunther Sonnenberg.

Vers 15 heures, la direction du « Spiegel » à Hambourg faisait savoir aux autorités belges qu'elle ne donnerait pas suite aux exigences des occupants. Aussitôt la brigade Diane de la gendarmerie était requise pour évacuer les bureaux du journal allemand. A ce moment-là, on savait déjà que les quatre occupants n'étaient proba-

blement pas armés puisqu'ils s'étaient montrés bras en l'air au balcon. Vers 17 h 15, ils étaient emmenés sans avoir opposé de résistance. Il s'agit de Marie-Rose Levaux, 31 ans, Belge, habitant à Ixelles; P. Celman, 21 ans, et Herman Padt, 29 ans, tous deux Hollandais, habitant Amsterdam, ainsi que Christine Lucas, 27 ans, de nationalité française.

Deux heures de l'après-midi. Boulevard Charlemagne, à deux pas des Communautés européennes. Un immeuble moderne de neuf étages « Le Roncevaux » à proximité du square Ambiorix.

Au sixième étage, le bureau bruxellois du magazine Der Spiegel, où se trouvent une secrétaire, une femme de ménage et un visiteur. Le chef du bureau, Hans Gerhard Stephani, est absent, couvrant la session du Parlement européen à Strasbourg.

« Quatre jeunes gens âgés d'une vingtaine d'années ont fait brutalement irruption. Leur chef, une jeune fille parlant un français sans accent, nous a ordonné en hurlant de quitter l'immeuble.

Les garçons, style punk aux cheveux courts, s'exprimaient eux en allemand », a déclaré Gunhild Fricke, la secrétaire.

Les occupants jettent un tract qui tombe directement dans les mains des policiers et gendarmes qui ont bouclé le quartier. Des affiches sont collées aux vitres proclamant: « Rassemblement des prisonniers de R.A.F. (Rote Armee Fraktion) - Occupé ». Ils exigent la publication du communiqué dans le Spiegel.

Le magazine hambourgeois refuse et autorise la police belge à donner l'assaut. Celle-ci a appréhendé sur les lieux un homme qui photographiait les occupants et qui était visiblement en contact avec eux. Un journaliste allemand, correspondant à Bruxelles de la Frankfurter Allgemeine (conservateur) s'est déclaré étonné par cette action: le Spiegel est un magazine de gauche. Je me demande pourquoi ils n'ont pas occupé plutôt mon bureau. »

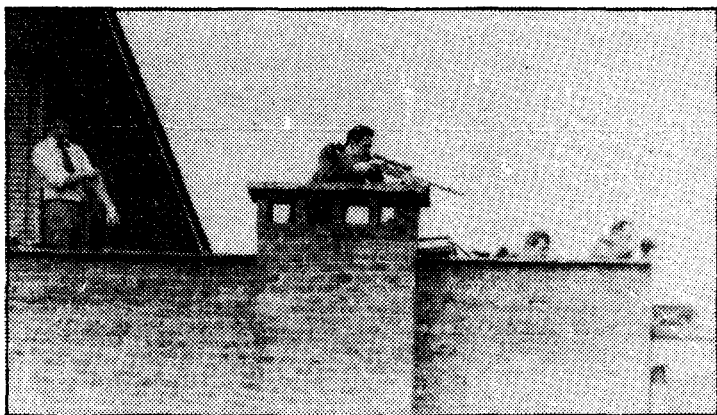
Les commerçants des environs eux sont ulcérés: « Il y a une semaine c'étaient les agriculteurs. Avant ça, les pêcheurs. Tout cela

est bien mauvais pour les affaires », nous a déclaré un libraire.

Par mesure de sécurité, et en vue d'une intervention en force, la police et la gendarmerie interdisent toute circulation boulevard Charlemagne et commencent à déployer hommes et matériel. Les opérations sont dirigées par le commissaire en chef de la police de Bruxelles, M. Poels. Vers 15 h 15, la brigade Diane arrive sur les lieux. Des tireurs d'élites sur un bâtiment font face au « Roncevaux ».

Vers 16 h 40, les quatre occupants apparaissent au balcon, levant leurs mains et affirmant qu'ils ne sont pas armés. La police en doute car des témoins ont affirmé que l'une des femmes avait un sac sur l'épaule. Une dizaine de gendarmes armés donnent l'assaut sans rencontrer de résistance. Les quatre occupants ont alors été appréhendés et conduits, menottés aux poignets, dans deux véhicules d'intervention de la gendarmerie.

SATURNIN GOMEZ
et MARC ROZEN



■ Boulevard Charlemagne à Bruxelles, des policiers sur les toits proches de l'immeuble du «Spiegel». Ils n'ont, finalement, pas dû intervenir.

La Cite 9/4/81

Les locaux bruxellois du «Spiegel» occupés quelques heures

C'était une action de solidarité avec les prisonniers grévistes de la faim en Allemagne

Cinq personnes, dont deux femmes, ont fait irruption, mercredi vers 14 heures, dans les bureaux bruxellois du journal ouest-allemand «Der Spiegel», 45, boulevard Charlemagne. Les trois employés présents à ce moment dans les locaux ont pu quitter les lieux.

Les occupants menaçaient de ne pas quitter les bureaux tant que «Der Spiegel» n'aurait pas publié un communiqué reprenant les revendications des prisonniers de la «Rote Armee Fraktion» actuellement détenus en Allemagne fédérale.

Dans un communiqué, les occupants disaient lutter ensemble avec les prisonniers de la R.A.F. qui font la grève de la faim et de la soif en Allemagne fédérale. Ils déclaraient avoir choisi le bureau de «Der Spiegel» car «ce journal transmet la politique du S.D.P. en détournant les buts de la grève de la faim dans le cadre de la guerre psychologique pour planifier les assassinats des prisonniers en grève».

«Nous resteront ici jusqu'à la

publication intégrale de notre communiqué dans le numéro du «Spiegel» de cette semaine. Nous revendiquons un traitement pour les prisonniers de la R.A.F. qui corresponde aux conditions minimales des conventions de Genève pour les prisonniers de guerre, c'est-à-dire leur regroupement en groupes capables d'interaction, au minimum 15, le contrôle de ces conditions de détention par une commission internationale indépendante et la libération immédiate de Gunter Sonnenberg», disait encore le communiqué.

L'occupation des locaux s'est terminée vers 17 h 20. Après que les occupants, qui étaient au nombre de quatre, soit deux hommes et deux femmes, aient fait quelques apparitions à la terrasse de la rédaction de l'hebdomadaire, les forces de l'ordre ont pu se ménager un accès aux bureaux. Les quatre occupants ont alors été appréhendés et conduits, menottes aux poignets, dans les véhicules d'intervention de la gendarmerie.

Allemagne:

Déclaration des occupants du "Spiegel" à Bruxelles

GUEULE N° 12

25/4/81



Le 8 avril 1981 des militants hollandais, belges et français occupent les locaux du « Spiegel » à Bruxelles. Dans le même temps, quinze détenus politiques ouest-allemands poursuivaient une grève de la faim afin d'obtenir des conditions décentes de détention. Depuis, l'un d'entre eux, Sigburd Debus, est mort. Simultanément, le B.K.A., relayé par la grande presse européenne

annonçait la fin de la grève. De fait, les prisonniers avaient déjà décidé depuis plusieurs jours de suspendre leur mouvement. A l'extérieur, la réplique était immédiate : attentats dans toute l'Allemagne, guérilla dans les rues de Berlin-Ouest. Quatre ans après le traumatisme de Stammheim, le mouvement révolutionnaire offensif prend, outre-Rhin, un nouveau départ.

Dans la confrontation actuelle, dans laquelle l'Etat essaye d'assassiner les prisonniers de la R.A.F. en les laissant mourir dans leur grève de la faim, nous avons occupé le bureau du *Spiegel* à Bruxelles. Nous sommes entrés dans le bureau en disant aux personnes qui s'y trouvaient de quitter les lieux. Ensuite, nous avons bloqué la porte et mis un calicot à la fenêtre avec la phrase : « Occupé — Rassemblement des prisonniers de la R.A.F. en grève de la faim ». Nous avons immédiatement envoyé notre communiqué par télex au siège du *Spiegel* à Hambourg, et à toutes sortes de journaux et d'agences de presse importants. En même temps, nous avons téléphoné pour informer de notre action et de nos revendications à tous les journaux nationaux et à des journaux internationaux. Parallèlement, des camarades à l'extérieur ont fait de même. Après un quart d'heure, la rue était bourrée de journalistes de la presse écrite, parlée et télévisée. L'Etat a réagi à cette occupation de la même manière qu'envers les prisonniers : il a concentré un appareil contre-insurrectionnel comme contre une action de la guérilla, et est intervenu avec le calcul de nous abattre. Partout où les êtres humains commencent à résister, l'extermination de nos vies est délibérément calculée. En utilisant la guerre psychologique — un d'entre nous aurait participé à l'enlèvement de Schleyer, nous aurions des otages, nous serions armés — l'Etat a justifié la mise en place d'un énorme appareil militaire autour de notre action.

Les tireurs d'élite de tout l'appareil répressif avaient pris position sur les toits des immeubles voisins. Les hauts responsables des instances compétentes, tels le substitut du procureur du roi Debruyne, l'administrateur général de la sûreté publique Raes, le chef du ministère de l'Intérieur, le général Sokay, le responsable supérieur de la section anti-terroriste étaient concentrés sur les lieux. Le « groupe d'intervention Diane » et des centaines de flics des autres unités de la gendarmerie s'étaient placés en position d'assaut, deux ambulances étaient stationnées devant l'entrée de l'immeuble, l'environnement immédiat était ceinturé, les appartements à proximité du bureau du *Spiegel* étaient évacués. Notre action a rendu clair que l'appareil répressif mis en œuvre par la R.F.A. en Europe occidentale est déjà opérationnel ici. De la même manière que les commandos d'intervention B.B.E. en Hollande, le G.I.G.N. en France et le groupe Diane en Belgique sont formés et entraînés par le G.S.G. 9 de la R.F.A., tous les hauts niveaux de décisions sont standardisés. Le télex que nous avons utilisé pour diffuser notre communiqué dans plusieurs pays occidentaux a été coupé au moment où nous étions en communication avec l'Agence Tass. Ensuite, le réseau téléphonique international était coupé. Entre-temps, la brigade Diane avait pris position sur la terrasse arrière de l'appartement, au sixième étage de l'immeuble, alors qu'elle attendait, pour donner l'assaut, l'ordre écrit d'Allemagne. Nous avons alors retéléphoné à la presse pour

l'informer du développement de la situation dans l'appartement. Après, les gens pouvaient encore nous téléphoner, mais nous ne pouvions plus les joindre. Pour rendre public l'assaut qui se préparait et rendre claire la surdétermination de leur opération, nous nous sommes rendus sur la terrasse qui donnait sur la rue, nous avons répété le but de notre action et la seule conditions pour nous pour quitter les locaux.

Ils étaient prêts à tirer

Par tout l'appareil de guerre qu'ils avaient déployé, il était évident que les hauts responsables, bien qu'ils savaient de par notre comportement que nous n'étions pas armés, avaient donné au commando dans l'immeuble des directives d'interventions contre une action de la guérilla. Pendant toute l'exécution de l'opération, le commando était convaincu que nous étions armés.

Quand nous avons vu par l'œil de la porte le commando en position de tir et qu'un des leurs parlant allemand nous a donné l'ultimatum de sortir mains en l'air, nous étions certains qu'ils tireraient. Nous étions alors arrivés au point culminant où nous avions optimisé nos possibilités, notre force. Notre décision a été de terminer l'occupation et d'ouvrir la porte. Une cinquantaine de porcs de la brigade anti-terroriste assiégeaient tout l'espace du palier, des ascenseurs et de la cage d'escalier, et hurlaient de sortir un à un les mains en l'air. Ils

nous ont menotté et plaqués brutalement au mur. La manière dont nous étions alors fouillés avait pour but de trouver sur nous des armes. Tandis que l'un d'entre nous s'était présenté comme étant le dernier à sortir, il était emmené en otage dans l'appartement, revolver sur la nuque. Ils l'utilisaient comme bouclier pour fouiller une à une toutes les pièces, le forçant à ouvrir les portes derrière lesquelles ils étaient convaincus de trouver des gens armés.

Pendant tout le temps de l'opération, notre camarade était entouré de tueurs en constante position de tir. Plus d'une fois, ils ont montré qu'ils étaient prêts à l'abattre. C'était clair pour nous tous qu'au moindre faux geste de notre part, ils auraient sans hésitation ouvert le feu sur nous.

L'interrogatoire

Finalement, nous étions emmenés dans deux voitures blindées puissamment protégées jusqu'à la section anti-terroriste, quatrième étage de la centrale de la gendarmerie rue de Louvain. Sur la porte de ce département étaient inscrits les noms des responsables du service « Informations Terrorisme » : Carré et Van Butsele.

Pendant des heures, par des provocations et des humiliations continuelles, les agents de ce service n'ont pas cessé d'essayer de casser la cohésion du groupe. Avant leurs tentatives d'identification, nous avons été forcés de rester debouts pendant des heures, immobiles face au mur. Ils répondaient systématiquement à chacun de nos mouvements par des menaces, des coups et en resserrant encore plus les menottes. Pendant tout le temps de notre arrestation, il y avait l'interdiction stricte de parler ensemble ou même de nous regarder. Pour nous empêcher de communiquer, les flics ont essayé de nous faire du chantage en tenant par la barbe celui à qui l'un de nous s'adressait et en menaçant de lui casser la gueule. Chaque fois que nous

ns emmenés dans des cachots, nous étions séparés. Quand, après tout cela, ils ont compris que nous continuions à résister tant que groupe, ils nous ont relâchés 24 heures après notre arrestation. Dès notre arrestation, leur seul objectif était de nous présenter desolidarisés et reniant notre action. Comme ils n'ont pas pu atteindre ce but, ils ont voulu anticiper sur la continuité de notre lutte en prison, en empêchant que la mobilisation qu'elle aurait suscitée ne s'élargisse et transporte dans nos pays la résistance qui se développe en R.F.A. à partir de l'orientation qu'est pour nous le combat des prisonniers de la R.A.F. C'est pour cela qu'ils nous ont relâchés. La force que transportait notre action et que nous tirions d'elle n'a pas permis aux porcs de casser notre groupe. Notre action est aussi un premier pas concret dans la résistance ici que nous voulons développer au niveau européen.

Elle a renforcé encore la cohésion du groupe, et nous avons la même volonté à lutter sur le terrain de la taule. Ensemble avec les prisonniers de la R.A.F. contre leur torture par isolation totale, pour leur ras-

semblement, ensemble avec tous ceux qui décident de ne pas se laisser encercler par les plans d'intégration de la social-démocratie. Des actions telles que celle que nous avons menée sont la possibilité de casser cette politique d'encercllement. Cela signifie aussi en finir avec la pacification nécessaire au fonctionnement des quartiers généraux de l'O.T.A.N. et de la communauté européenne ici en Belgique, pour laquelle tout cet appareil militaire a été déployé contre nous.

Ceci ouvre donc les possibilités pour les gens de se reconnaître dans le combat révolutionnaire, ce qui est la fin de ce projet. A partir de ce moment, la confrontation est ouverte.

Contre l'éparpillement des luttes

Nous sommes venus ensemble, militants de Belgique, de France et de Hollande, parce que cette réalité est la même pour nous tous.

C'est parce que nous refusons cet appareil omni-présent qui nous étouffe quotidiennement, cette militarisation de la société qui nous contrôle et nous met sur fiches constamment, et parce que nous refusons aussi de nous engager dans des luttes éparpillées, isolées, divisées sur des terrains canalisés et déterminés par l'Etat, que nous nous sommes retrouvés ensemble. Cet isolement, cette négation de nous-mêmes, de tout être humain, ne peuvent être brisés que lorsque chacun et chacune de nous mène cette lutte avec les autres. Désormais, l'affaire de chacun ne cesse plus d'être l'affaire de tous parce que, concrètement, nous serons tous massacrés ou nous serons tous libres. Pour nous, la libération, la collectivité, se développent dans la confrontation — la lutte — parce que c'est là que nous rencontrons et reconnaissons nos propres forces et faiblesses. C'est impossible d'estimer notre force — la subjectivité de chacun, c'est-à-dire le groupe



Photo D.R.

L'arrestation du dernier des occupants à sortir

— dans une discussion sans pratique. Cela veut dire que la libération de chacune et de chacun ne peut avoir lieu avant que nous commençons à lutter ou après avoir gagné, mais dans la lutte et par la lutte. De cette manière, nous voulons développer une résistance effective avec nos propres possibilités, et dans cette résistance nous venons ensemble avec chacune et chacun qui a décidé de lutter. Et aussi, ensemble avec les camarades qui ont été faits prisonniers dans cette lutte et qui continuent en prison. Pour nous, lutter avec eux pour la satisfaction de leurs revendications est une partie intégrante de la résistance en Europe occidentale, et avec cela, nous voulons qu'ils aient la possibilité de continuer à lutter ensemble.

Nous ne les « soutenons » pas. Nous luttons avec eux. Pour mener notre action, nous avons trouvé notre orientation dans le combat que mènent les prisonniers de la R.A.F. pour la libération des êtres humains. Nous prenons leur lutte en tant que moment pour développer nous-mêmes notre résistance ici.

Venceremos

Avril 1981

Communiqué passé sur les téléx su "Spiegel"

Nous, militants de Belgique, de Hollande et de France occupons aujourd'hui le 8 avril 1981 le bureau de la rédaction du *Spiegel* à Bruxelles. Avec cette action, nous luttons ensemble avec les prisonniers de la R.A.F. en grève de la faim et de la soif et exprimons notre solidarité avec les camarades en R.F.A. qui pour leur soutien à la grève de la faim, sont systématiquement criminalisés avec l'accusation de « propagande pour une organisation terroriste ». Ce bureau de rédaction est, avec son chef Stefani, le bureau du *Spiegel* compétent pour imposer la politique européenne de Reagan/Schmidt, par ses connections ici à Bruxelles avec l'O.T.A.N. et la communauté européenne. Ainsi donc, le *Spiegel* transmet la politique du S.P.D., en détournant les buts de la grève de la faim dans la guerre psychologique, pour planifier les assassinats des prisonniers en grève. Cette guerre psychologique, dont les méthodes sont élaborées et appliquées depuis l'existence anti-impérialiste en R.F.A., vise à son extermination et à l'étouffement de toute mobilisation.

C'est un projet social-démocrate de constituer des groupes restreints de prisonniers politiques en maintenant en outre les mêmes conditions de détention dans les mêmes Q.H.S. et en imposant le modèle américain de Marion, qui présuppose qu'il pourrait y introduire une telle pression psychologique que le groupe s'autodétruit. Ces projets d'extermination et la guerre psychologique ont atteint aujourd'hui une nouvelle qualité qui répond à la nouvelle qualité de la résistance. Pour nous, résister ici, c'est la force de chacun dans son engagement avec les autres. Les prisonniers de la R.A.F. n'arrêtent pas leur grève de la faim, nous, nous restons ici jusqu'à la publication intégrale de notre communiqué dans le numéro du *Spiegel* de cette semaine. Nous revendiquons un traitement pour les prisonniers de la R.A.F. qui corresponde aux conditions minimales des conventions de Genève pour les prisonniers de guerre, c'est-à-dire, leur regroupement en groupes capables d'interaction — au minimum de quinze. Le contrôle de ces conditions de détention par une commission internationale indépendante et la libération immédiate de Günter Sonnenberg.



Angleterre : lendemains d'émeutes

De nouveaux affrontements ont éclaté pendant le week-end dans différents quartiers du sud et de l'est de Londres pendant le week-end pascal. Mécontents de la fermeture avant l'heure des jardins d'attraction, plusieurs centaines de jeunes Noirs ont suivi l'exemple de Brixton, notamment à Finsbury-Park dans le nord de Londres. Encore quinze policiers ont été blessés et une centaine de jeunes arrêtés. Sur la côte sud, les affrontements ont pris un tour différent, opposant des skin-heads se revendiquant de divers groupes fascistes à d'autres jeunes. Toujours là, les fachos, quand il s'agit de faire diversion.

Le **Black Youth Defense Committee**, le Comité de défense des quelques 200 personnes arrêtées après les quatre journées d'émeutes de la semaine dernière a contribué à faire tomber la tension en annulant le rassemblement prévu ce week-end pascal à Brixton. La présence policière se fait pourtant lourdement sentir, les cars de la

Special Patrol Group stationnent dans les principaux carrefours. Paradoxalement, malgré le retour au calme, ce déploiement de force est l'aveu d'un échec : celui de la tentative de *banalisation* des patrouilles de police dans les rues de Brixton, qui avait permis l'arrestation de 200 suspects en une semaine [1]. Les « *plain clothes* » ou policiers en civil, ne sont plus prêts à s'aventurer seuls après la dérouillée qu'ils ont pris lors des affrontements. Les flics noirs risquent à tout moment le lynchage, comme ce fut le cas lors de la grande manif de la communauté noire le 2 mars dernier. Aujourd'hui, ils rasent les murs. Ne parlons pas des « *specials* », ces bénévoles de la police qui font les bons offices dans les quartiers. Le fossé s'accroît, au grand dam des propositions de dernière heure de réforme et de démocratisation de la police, malgré les concessions de l'Etat en la matière (réactivation de la Commission pour l'Egalité Raciale, enquête sur les exactions

policière dans les commissariats, promesses de répression de la presse incitant à la haine raciale...). Les « *Community officers* » chargés de l'hypothétique liaison entre la police et la communauté n'ont plus aucune fonction. Les travaillistes et les communistes anglais ont beau s'en morfondre, les relais du consensus social sautent les uns après les autres.

Depuis les réductions drastiques des dépenses publiques imposées par Thatcher et le Fonds Monétaire International, les Anglais ont pris l'habitude de voir substituer la notion de « **Welfare** » (bien-être social) par celle de « **Warfare** ». Pourquoi s'étonner dès lors du climat actuel de guerre civile ?

Mogniss

[1] Le vendredi 3 avril, la police déclenchait sa « campagne contre le crime à Brixton » dont le nom de code était « *Swamp 81* » (maisons et cafés fouillés, 1000 personnes interpellées...)